

Direction Territoriale
Bassin de la Seine et Loire aval

Unité Territoriale Boucles de la Seine

Subdivision Maintenance Opérationnelle

MARCHE A PROCÉDURE FORMALISÉE
APPEL D'OFFRES OUVERT

Accord-cadre de fournitures

**Moyens de levage et de transport fluvial Seine aval –
Tous lots confondus**

Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Voies navigables de France - Direction Territoriale du Bassin de la Seine et Loire aval

Mandataire

Voies navigables de France - Direction Territoriale du Bassin de la Seine et Loire aval

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Monsieur le Directeur Territorial du Bassin de la Seine et Loire aval

Conducteur d'opération

Bureau Maîtrise d'Ouvrage de l'Unité Territoriale d'Itinéraire des Boucles de la Seine

PROJET : Accord-cadre multi-attributaires à bons de commande de levage et de transport fluvial sur l'itinéraire Seine Aval – Tous lots confondus (1-2-3)

Référence : VNF_2026_UBS_Levage_Fluvial

***Marché passé en application du Code de la commande publique du 1er avril 2019.
Le CCAG FCS s'applique au présent marché et régit les relations contractuelles entre les parties.***

***L'offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la date limite de remise des offres
(Février 2026). Ce mois est appelé « mois zéro » (m0).***

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur pourra être désigné "Maître d'ouvrage".

***Il est rappelé que le terme de « marché public » désigne un marché ou un accord-cadre conformément à l'article
L1111-1 du code de la commande publique.***

Table des matières

1.	PRÉSENTATION ET OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	6
1-1.	Présentation	6
1-1.1.	Présentation du maître d'ouvrage VNF	6
1-1.2.	Présentation des sites	6
1-2.	Prestations demandées	6
1-2.1.	Pontons-grues	7
1-2.2.	Moyens de levages divers.....	7
1-2.3.	Barges fluviales.....	7
1-2.4.	Pontons de travail fluviaux	7
1-2.5.	Pousseurs.....	7
1-2.6.	Bateaux de travail fluviaux	7
1-2.7.	Prestations diverses.....	8
1-3.	Décomposition en lots	8
1-4.	Décomposition en tranches	8
1-5.	Forme de contrat et exécution du marché.....	8
1-5.1.	Durée et reconduction	8
1-5.2.	Atteinte du montant maximal – Reconduction anticipée d'une période	9
1-5.3.	Conditions de passation des bons de commande	9
1-6.	Intervenants	10
1-6.1.	Conduite de projet ou de chantier	10
1-6.2.	Sous-traitants	10
1-6.3.	Intervenants étrangers	10
1-6.4.	Autres intervenants.....	11
1-7.	Représentation du pouvoir adjudicateur	12
2.	Dispositions générales.....	12
2-1.	Mobilisation d'agents VNF.....	12
2-2.	Notifications par échange électroniques	12
2-3.	Responsabilités.....	13
2-4.	Assurances de responsabilité civile de droit commun	13
2-5.	Dispositions relatives aux assurances	13
2-6.	Prestations similaires.....	14
2-7.	Clause de réexamen	14
2-8.	Clause d'insertion sociale pour les lots 2 et 3 (Ile-de-France)	14
2-9.	Clause d'insertion sociale pour le lot 1 (Normandie).....	16
2-10.	Clause environnementale.....	17

3.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	17
4.	CONTENUS ET VARIATIONS DES PRIX	18
4-1.	Contenus et modes d'évaluation des prix	18
4-1.1.	Contenus des prix.....	18
4-1.2.	Application de la TVA.....	18
4-1.3.	Prix nouveaux	19
4-1.4.	Sous-détails de prix	19
4-2.	Variations des prix	19
4-2.1.	Mois d'établissement des prix du marché	19
4-2.2.	Choix de l'index de référence	19
4-2.3.	Modalités de révision des prix	19
5.	REGLEMENT DES COMPTES ET FACTURATION	20
5-1.	Modalités de règlement des comptes.....	20
5-1.1.	Décomptes et acomptes.....	20
5-2.	Facturation	20
5-2.1.	Mode de transmission.....	20
5-2.2.	Modalités de paiement	21
5-2.1.	Suspension des délais de paiements.....	21
5-2.2.	Paiements en cas de groupement et de sous-traitance	21
6.	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ	22
6-1.	Retenue de garantie	22
6-2.	Avance	22
6-3.	Nantissement	22
7.	DÉLAIS, PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	22
7-1.	Délais de réalisation	22
7-2.	Pénalités	22
7-2.1.	Pénalités de retard sur les délais distincts	23
7-2.2.	Autres pénalités.....	23
8.	PREPARATION ET COORDINATION DES PRESTATIONS	24
8-1.	Préparation.....	24
8-2.	Coordination.....	24
8-2.1.	Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs (SPS).....	24
8-3.	Contraintes liées à l'exploitation du site	25
9.	VÉRIFICATIONS ET RÉCEPTION	25
9-1	Vérification	25
9-2	Réception.....	25

9-3	Documents fournis après exécution.....	26
9-4	Délai de garantie	26
10.	RÉSILIATION	26
11.	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENTS ET LITIGES.....	27
12.	CONFLITS D'INTÉRÊT	27
13.	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ	27
14.	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	28
15.	DÉROGATIONS AU CCAG FCS.....	28

1. PRÉSENTATION ET OBJET DE L'ACCORD-CADRE

1-1. Présentation

1-1.1. Présentation du maître d'ouvrage VNF

Voies Navigables de France (VNF) est un établissement public administratif du ministère en charge des transports dont une des missions est la gestion d'un réseau de 6 700 km de voies fluviales au niveau national. Découpé en 7 directions territoriales, VNF assure la construction, l'entretien et l'exploitation des ouvrages dont il a la gestion.

Au sein de la direction territoriale Bassin de la Seine de VNF (DTBS), la présente opération est gérée par l'Unité Territoriale d'Itinéraire des Boucles de la Seine (UTI BS ou UBS) couvrant la Seine en aval de Paris jusqu'à Rouen, et plus particulièrement par la Subdivision Maintenance Opérationnelle (SMO) qui suit directement le projet.

Le contexte actuel étant particulièrement propice à la promotion et au développement du transport fluvial, VNF entend jouer un rôle moteur dans la valorisation de la voie d'eau à travers ses missions de gestion, d'exploitation et de modernisation du réseau français de voies navigables. La dynamique de « l'axe Seine » doit être accompagnée, sur la Seine Aval, en facilitant l'arrivée et la sortie massive des marchandises des ports maritimes du Havre et de Rouen, depuis et vers le bassin parisien et plus largement les bassins de consommation concernés

C'est dans ce cadre et afin de l'accompagner lors de ses opérations de maintenance que l'établissement lance un accord-cadre de levage et de transport fluvial.

1-1.2. Présentation des sites

Le présent accord-cadre concerne l'ensemble des sites éclusiers de l'UTI BS divisé en trois secteurs, chacun objet d'un lot distinct. Chaque secteur comprend 2 ou 3 sites éclusiers :

- Lot 1 : Secteur Ouest (département de l'Eure – 27) : sites de Poses-Amfreville et de Notre-Dame-de-la-Garenne (NDG) – Port-Mort.
- Lot 2 : Secteur Centre (département des Yvelines – 78) : sites de Méricourt, d'Andrésy, de Denouval et Carrières sur Seine.
- Lot 3 : Secteur Est (départements des Yvelines et des Hauts-de-Seine) : sites de Bougival et de Chatou (78) ainsi que de Suresnes (92).

1-2. Prestations demandées

Le présent accord-cadre a pour objet la mise à disposition de moyens de levage et de transport fluvial sur l'itinéraire Seine aval. Il comprend des prestations de mise à disposition des moyens détaillés ci-dessous.

À tout moment, le titulaire doit être en mesure de fournir à VNF les renseignements nécessaires au contrôle des moyens proposés dans son offre et leurs spécifications techniques (dimensions, classement, qualité, certificat de vérification...). Ces éléments devront être remis sur simple demande du MOA.

Il est précisé que l'ensemble des moyens humains et matériels nécessaires à l'utilisation des moyens de transport et de levage fluviaux sont également demandés et réputés inclus dans les prix (voir BPUF pour le détail par série de prix).

Il est précisé que VNF peut solliciter des interventions de levage ou de transport les jours fériés, le week-end ou la nuit (entre 20 heures et 8 heures).

Pour information, les éléments à lever/transporter peuvent aller en longueur, jusqu'à 26,200 m et en poids jusqu'à 18 tonnes.

1-2.1. Pontons-grues

Les pontons-grues demandés peuvent être (voir BPUF) :

- de capacité minimale de 10 tonnes ;
- de capacité minimale de 50 tonnes ;
- de capacité minimale de 100 tonnes ;
- de capacité minimale de 150 tonnes ;

Les grues demandées sont par défaut des grues à câbles.

1-2.2. Moyens de levages divers

La mise à disposition d'une nacelle élévatrice d'une charge maximum de 300kg d'une hauteur maximum de 8 mètres est prévue au marché.

1-2.3. Barges fluviales

Les barges fluviales demandées peuvent être :

- de longueur inférieures ou égale à 15 mètres
- de longueur comprise entre 15 et 30 mètres.

1-2.4. Pontons de travail fluviaux

Les pontons de travail demandés sont non motorisés et tout équipés (garde-corps, bollards, pieux...) pour garantir un espace de travail conforme aux normes de sécurité en vigueur.

Il est demandé des pontons d'une longueur comprise entre 8 et 20,00m et d'une largeur comprise entre 6,00m et 11,00m.

1-2.5. Pousseurs

Les pousseurs demandés ont une puissance inférieure à 300 CV. Une plus-value est prévue au BPUF pour un pousseur de puissance supérieure à 300 CV.

L'ensemble des pousseurs proposé par le titulaire doit être en capacité de s'accoupler avec l'ensemble des barges et des ponton-grue proposés.

1-2.6. Bateaux de travail fluviaux

Les bateaux de travail fluviaux demandés sont des pontons motorisés à fond plat.

Les bateaux demandés ont au minimum des dimensions de 6.00m x 2.50m et leur mise à disposition inclut systématiquement celle d'un pilote habilité.

Les bateaux décrits ci-dessus pourront être équipés de grue ou non (deux prix au BPUF). La flèche maximale demandée est de 9,00 mètres, le tonnage maximal à lever est de 1 tonne à 9,00m

1-2.7. Prestations diverses

Sont aussi demandées des prestations annexes de mise à disposition de personnel pour la réalisation de manœuvre mécaniques simples comme (non exhaustif) du déboulonnage, du nettoyage de pièces mécanique ou de génie-civil, des changements de joints.

1-3. Décomposition en lots

Le présent accord-cadre est fractionné en trois lots :

- Lot 1 « Secteur ouest » : levage et transport fluvial sur l'itinéraire Seine aval du PK 202 au PK 161
- Lot 2 « Secteur centre » : levage et transport fluvial sur l'itinéraire Seine aval du PK 161,1 au PK 72,6
- Lot 3 « Secteur est » : levage et transport fluvial sur l'itinéraire Seine aval du PK 72,6 au PK 16,8.

L'ensemble des lots fait l'objet d'une seule et même mise en concurrence (voir page de garde).

Le RC et le CCATP sont communs aux trois lots. Chaque lot dispose d'un AE et d'un BPUF et DE distinct.

1-4. Décomposition en tranches

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

1-5. Forme de contrat et exécution du marché

L'accord-cadre à bons de commande est multi-attributaires avec minimum et maximum et est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il fixe les conditions d'exécution des prestations et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Le nombre maximum de titulaires est fixé à deux par lot et l'attribution des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires selon la technique dite « en cascade » (voir art. 1-5.3)

1-5.1. Durée et reconduction

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de **24 mois**, à compter de sa date de notification. Il est reconductible tacitement pour une durée supplémentaire de 24 mois, soit une durée totale du marché de **48 mois**.

Si le RPA ne souhaite pas reconduire le marché, il doit se prononcer au moins 1 mois avant la fin de la période en cours. Il est précisé que le titulaire ne peut refuser la reconduction.

La reconduction d'une période en cours peut également être anticipée dans les conditions décrites ci-après.

Les commandes pourront être adressées dès la notification du marché et jusqu'au dernier jour inclus de sa durée.

La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les bons de commande émis durant la période de validité de l'accord-cadre ne peut excéder la durée du marché majorée de 3 mois.

Les délais d'exécution de chaque bon de commande seront précisés dans ceux-ci.

1-5.2. Atteinte du montant maximal – Reconduction anticipée d'une période

Lorsque le montant maximum fixé à l'article 4 de l'AE est atteint au cours d'une période d'exécution, le RPA peut :

- reconduire une nouvelle période de l'accord-cadre de manière anticipée ;
- interrompre ses commandes auprès du titulaire jusqu'à la reconduction tacite d'une nouvelle période de l'accord-cadre ;
- augmenter le montant maximum de l'accord-cadre, selon la clause de réexamen prévu à l'article 2-7. du CCATP et dans le respect des dispositions prévues par les articles R. 2194-1 et suivants du CCP ;
- ne pas reconduire une nouvelle période de l'accord-cadre et ainsi mettre fin à l'accord-cadre sans indemnisation du titulaire ;
- notifier au titulaire la fin de plein droit de l'accord cadre dans le cas où une reconduction aurait déjà eu lieu.

En cas de reconduction anticipée d'une nouvelle période de l'accord-cadre, la décision de reconduction anticipée doit être notifiée à l'écrit au titulaire et préciser la date d'effet de la reconduction anticipée ainsi que la date d'échéance de la période ainsi reconduite.

1-5.3. Conditions de passation des bons de commande

L'attribution des bons de commandes s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires selon la technique dite « en cascade » : le pouvoir adjudicateur fera appel en priorité au titulaire le mieux-disant, autrement dit le mieux classé à l'issue de l'analyse des offres conformément aux stipulations du Règlement de Consultation ; puis, si ce titulaire ne peut répondre dans les **10 jours ouvrés** à compter de la réception de la demande de mission le titulaire dont l'offre a été classée deuxième à l'issue de l'analyse des offres sera sollicité.

Le titulaire sollicité pour l'attribution d'une commande pour laquelle il ne donnerait pas suite a l'obligation d'en informer le représentant du pouvoir adjudicateur et d'apporter des justifications étayées à son absence de réponse. Cette information et les justifications avancées doivent impérativement parvenir à l'acheteur, au plus tard 72 heures avant la fin du délai de réponse fixé.

En cas de manquement à son obligation d'information ou si l'acheteur estime que les motifs d'absence de réponse ne sont pas satisfaisants, des pénalités pourront s'appliquer à l'égard du titulaire défaillant.

Les bons de commande se feront par écrit via PLACE et feront apparaître :

- Une description succincte de l'opération ;
- Les moyens matériels et humains nécessaires ;
- Le lieu de la prestation ainsi que les conditions particulières d'exécution ;
- La durée de mobilisation des moyens ;
- La date de réponse maximale avant sollicitation du 2nd titulaire.

Une visite du site peut être organisée soit à la demande du titulaire soit imposée par le MOA. Si une visite à lieu, l'Inspection Commune Préalable pourra être réalisée à cette occasion.

L'absence à une visite imposée sera considérée comme motif suffisant pour considérer le 1^{er} titulaire comme inapte à répondre à la demande de mission et solliciter le 2nd titulaire.

En cas d'absence de réponse dans les délai impartis, le 2nd titulaire sera sollicité de la même manière sans que le MOA ne soit dans l'obligation d'en informer le 1^{er} titulaire.

Le titulaire sollicité, quel qu'il soit, devra répondre à la demande de mission en produisant :

- **Le bon de commande formalisé dûment complété et signé**
- **Les dernières attestations de conformité du matériel proposé** (certificats de vérifications, titre de navigation...) dans le cas où les dernières attestations fournies à date ne sont plus valables.
- **L'équipe dédiée au projet** nécessairement conforme aux moyens humains proposés au stade de l'offre ;
- **Le plan de prévention-type (en annexe du CCATP) prérempli** avec l'ensemble des informations relatives au titulaire et l'analyse des risques pour les prestations à réaliser.

Le pouvoir adjudicateur pourra demander la transmission d'autres documents.

1-6. Intervenants

1-6.1. Conduite de projet ou de chantier

Côté maîtrise d'ouvrage, l'opération est portée par l'émetteur de la demande du bon de commande.

1-6.2. Sous-traitants

Dans le cadre de l'article L.2193-1 du CCP et suivants, les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans la déclaration de sous-traitance. L'acceptation du pouvoir adjudicateur conditionne le recours à la sous-traitance.

Le titulaire ne peut sous-traiter la totalité du marché.

Le titulaire doit joindre pour chaque sous-traitant, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle ainsi que les renseignements permettant l'évaluation de leur situation juridique, leur capacité économique, financière et technique (cf. liste au 3.4.1 et 3.6 du règlement de la consultation).

1-6.3. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités des articles 4 et 5 du présent CCATP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

Lutte contre les prestations de services internationales illégales :

a/ Désignation d'un représentant du titulaire :

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire :

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :

- les salariés détachés par ses soins,
- les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
- ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage :

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 7-2.2. du CCATP.

1-6.4. Autres intervenants

L'exploitation du site est assurée par Voies Navigables de France, Direction Territoriale du Bassin de la Seine et Loire aval, Unité Territoriale d'Itinéraires des Boucles de la Seine.

Les ouvrages des sites concernés et non concernés par les opérations de levage commandées resteront en exploitation durant toute la durée des levages, et pourraient nécessiter des interventions des équipes de VNF

(passage de bateaux, manœuvre de barrages, maintenance, allers et venues diverses...). Il incombera au titulaire d'intégrer ce fait dans son organisation et dans sa méthodologie de travail, et s'assurer dans son analyse de risque de la bonne prise en compte des situations de coactivités éventuelles

1-7. Représentation du pouvoir adjudicateur

Pour l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

- 1) Le chef de l'UTI BS ou son représentant désigné (qui peut être le chef de la SMO) pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
 - b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
 - c) Signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (articles 29 et 30 du CCAG).
- 2) Le chef de la SMO, son adjoint ou le chargé du suivi de l'opération désigné par le chef de la SMO ou de l'UTI Boucles de la Seine pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) Emissions des bons de commande, certifier de l'absence de réponse à une demande mission (horodatage PLACE à l'appui) et sollicitation du 2nd titulaire via l'émission d'un nouveau bon de commande.
 - b) Réception de la demande de paiement (article 11.6 du CCAG) ;
 - c) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.7. du CCAG) ;
 - d) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
 - e) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
 - f) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 27 et 28 du CCAG).

2. Dispositions générales

2-1. Mobilisation d'agents VNF

Dans le cadre de la bonne tenue des prestations commandées, le maître d'ouvrage s'engage à mettre des agents à disposition du titulaire sur demande écrite, justifiée et sous réserve du respect des prescriptions du présent CCATP.

Toute mobilisation d'agent devra faire l'objet d'une demande écrite de l'opérateur économique titulaire au maître d'ouvrage, en respectant un délai de prévenance de 2 semaines minimum.

2-2. Notifications par échange électroniques

- Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

- a. Il est retenu l'approximation 1 mois = 30.5 jours calendaires.
 - b. Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG, dans l'hypothèse où le titulaire n'a pas accusé réception de la décision ou de l'information le lendemain de l'envoi effectué par le MOA, la décision ou l'information est réputée être notifiée au titulaire le lendemain du jour de l'envoi par le MOA.
- Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :
 - a. Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG, dans ce cas les délais commenceront à courir à partir de l'envoi effectué par le MOA.
 - S'il est fait usage de la plateforme PLACE permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges :

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG, les délais commenceront à courir à partir de l'envoi (noté « envoyé » sur PLACE).

2-3. Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3, 1792-4-1 et 1792-6 du code civil.

2-4. Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de l'exécution des prestations, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas d'exécution de prestations sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des prestations entreprises.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après l'exécution des prestations les minimums de garantie suivants :

- Dommages corporels : 1 000 000.00 € par sinistre ;
- Dommages matériels et/ou immatériels : 2 000 000.00 € par sinistre.

2-5. Dispositions relatives aux assurances

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, les titulaires doivent fournir une attestation **avant la notification du marché**, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie.

En complément aux stipulations de l'article 9 du CCAG-FCS, le(s) titulaire(s) adresse(nt) les attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent marché sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc. ...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

2-6. Prestations similaires

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra confier aux titulaires de chaque lot, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2-7. Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du CCP (ainsi que de l'article 25 du CCAG) il est prévu que chaque lot pourra être modifié lorsque les modifications suivantes, quel que soit leur montant, surviennent aux cours de l'exécution :

- Un aléa climatique imprévisible (excédant les normales de saison sur la base de données officielles recensées) qui entraînerait des immobilisations ou amenées/replis supplémentaires. Les prix unitaires et/ou forfaitaires objet du réexamen ne sauraient excéder les prix initiaux du marché ;
- L'indisponibilité de certaines fournitures nécessaires à l'exécution du marché, dans les caractéristiques détaillées au marché, pour cause d'interruption de leur production (dans le cas d'évolution de normes, d'usages, de la réglementation). Ne sont concernées que les fournitures qui étaient encore disponibles lors de l'établissement de l'offre, mais dont la disponibilité aurait cessé entre l'établissement de l'offre et la notification du marché. Le réexamen ne pourra avoir lieu que si le titulaire a exercé son devoir d'alerte suffisamment tôt, et après la validation par le MOA/MOE de fourniture(s) équivalente(s) proposées par le titulaire. Cette proposition devra être prouvée être la moins coûteuse pour l'acheteur public tout en répondant aux besoins du CCATP.
- Des prestations rendues nécessaires par aléas qui entraîneraient un dépassement inévitable et prématuré du montant maximum du lot. Le montant maximum pourra alors être revu à la hausse à hauteur de 10% maximum.

Tout réexamen du marché lié aux événements cités ci-dessus fera l'objet d'un avenant sur la base de prix nouveaux et/ou d'augmentation des quantités initiales du marché. Tout prix nouveaux devra être dûment justifié et détaillé par le titulaire conformément aux dispositions de l'article 4-1.3. du présent CCATP.

2-8. Clause d'insertion sociale [pour les lots 2 et 3 \(Ile-de-France\)](#)

Voies Navigables de France, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en incluant des dispositions relatives à l'insertion par l'activité économique.

2-8.1.1. Périmètre général

- L'engagement en faveur de la formation des jeunes par une mise en situation professionnelle

Pour les marchés dont la durée ferme est supérieure à un an, le titulaire s'engage à réaliser une action favorisant l'accueil de jeunes dans l'entreprise dans le cadre de l'exécution du présent marché, notamment via un stage, un contrat d'apprentissage, un contrat d'alternance ou par la formation professionnelle.

Cette mise en situation professionnelle doit offrir une première expérience professionnelle aux jeunes et contribue à valoriser leurs parcours de formation ou d'insertion pour une meilleure entrée sur le marché du travail.

- Catégories de publics visés

Sont visés les publics suivants : lycéens, étudiants, jeunes de moins de 25 ans, jeunes décrocheurs, etc...

- Engagement du titulaire

Le titulaire (candidat ou groupement), dont les effectifs sont d'au moins 20 salariés, s'engage à proposer un stage au minimum de deux mois par tranche de bons de commande notifiés pour un montant total de 300 000 € HT dans la limite maximum de 8 stagiaires par marché.

2-8.1.2. Mise en œuvre du stage

Les parcours proposés dans le cadre de ce stage, en lien avec le référent du stagiaire, peuvent favoriser :

- La découverte du monde de l'entreprise
- La définition d'un projet professionnel
- La confirmation d'un projet professionnel
- La validation d'un cursus pédagogique scolaire ou universitaire
- La réalisation d'une formation en alternance

Seules seront prises en compte au titre du présent article, les offres de stage mises en ligne sur la plateforme d'aide régionale Ile-de-France suivante : <https://www.iledefrance.fr/trouvez-un-stage> . Le titulaire en enverra une copie à Voies Navigables de France (VNF) – Direction Territoriale Bassin de la Seine (DTBS) aux 2 adresses courriel suivantes : formation.dtbs@vnf.fr et marches.dtbs@vnf.fr en indiquant :

- Le nom et les coordonnées du Responsable des Ressources Humaines (RRH) de l'entreprise, qui sera l'interlocuteur privilégié de VNF- DTBS ;
- Le nom et les coordonnées du tuteur au sein de l'entreprise qui encadrera le jeune tout au long de son parcours.

Les réponses à l'offre de stage sont reçues directement par le titulaire qui reste décideur de la gestion des candidatures et du recrutement.

2-8.1.3. Effectivité du stage

Dès la signature de la convention de stage, une copie de cette convention devra être transmise aux 2 adresses courriel suivantes : formation.dtbs@vnf.fr et marches.dtbs@vnf.fr

Pour les stagiaires dont le statut dépend d'un contrat de travail, ce contrat de travail doit être signé par l'employeur et le stagiaire et envoyé aux adresses courriel mentionnées ci-dessus.

Tout au long de l'exécution des prestations du présent marché, le titulaire doit répondre à toute demande relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de cette clause d'insertion sociale.

2-8.1.4. *Autres modalités*

Le titulaire doit informer, le plus rapidement possible, l'acheteur par courrier recommandé avec accusé de réception, s'il rencontre des difficultés pour assurer son obligation de recruter des stagiaires.

Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs fixés par VNF - DTBS.

2-8.1.5. *Suivi*

Le titulaire fournit chaque année et à l'échéance du marché aux adresses électroniques ci-avant un bilan récapitulatif faisant état :

- Du nombre de propositions proposées pour l'année en cours et depuis le début de l'exécution du marché.
- Du nombre de stages éligibles pourvus pour l'année en cours et depuis le début de l'exécution du marché.

2-9. Clause d'insertion sociale pour le lot 1 (Normandie)

Voies Navigables de France, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en incluant des dispositions relatives à l'insertion par l'activité économique.

2-9.1.1. *L'engagement d'insertion :*

Les entreprises qui soumissionnent s'engagent à réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité de la candidature a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion mentionné à l'article "Accompagnement de l'action".

Sont notamment concernés, les demandeurs d'emploi de longue durée, les allocataires du revenu de solidarité active demandeurs d'emploi, les allocataires de minima sociaux, les personnes reconnues travailleurs handicapés, les jeunes sortis sans qualification à l'issue de leur scolarité ou sans expérience professionnelle, les personnes relevant d'un dispositif de l'insertion par l'activité économique. En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales ou de CAP Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

2-9.1.2. *L'accompagnement de l'action :*

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion, Voies Navigables de France participe au dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. Le coordinateur du dispositif est :

GIP JOB 27 – Département de l'Eure

Courriel : job27@eure.fr

02.32.31.51.21

Cette structure a pour mission :

- d'informer les entreprises soumissionnaires des dispositifs d'insertion,
- de proposer des personnes susceptibles de bénéficier des mesures d'insertion avec le concours des organismes spécialisés,

- de réaliser, à partir de la connaissance de la date prévisionnelle de démarrage des travaux, des actions de formation professionnalisante préalable à l'embauche, en lien avec les financeurs publics de la formation professionnelle,
- de fournir, à titre indicatif, la liste des opérateurs de l'insertion par l'activité économique concernés par le marché
- de suivre l'application de la clause et d'évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.
- Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

A l'issue des travaux, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

Le candidat, s'il est déclaré attributaire du marché :

- Déclare avoir pris connaissance des articles du cahier des clauses particulières relatifs à l'action obligatoire d'insertion en faveur de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles particulières ;
- S'engage à prendre contact avec le référent du dispositif insertion désigné ci-dessus, afin de préciser les modalités de mise en œuvre de la clause ;
- S'engage à transmettre la première semaine de chaque mois tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre des actions d'insertion du mois précédent ;
- S'engage à réserver à minima, dans l'exécution du marché, 5% d'heures du temps total de travail nécessaire à la réalisation des prestations pour assurer la mise en œuvre de l'action d'insertion.

2-10. Clause environnementale

Le titulaire est soumis aux obligations des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement et de préservation du voisinage ainsi que de toutes recommandations découlant de la politique environnementale de Voies Navigables de France.

Dans le cas où les prestations objets du présent marché sont autorisées par un acte administratif (arrêté préfectoral, municipal...), le titulaire est engagé à respecter l'ensemble des clauses de cet acte.

Si l'acte est pris a posteriori de la notification du marché et que de facto le titulaire n'a pu prendre en compte les éventuelles contraintes dans son offre, un réexamen du marché public est rendu possible en application de l'article R2194-1 du CCP.

3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont définies à l'article 5 de l'Acte d'engagement.

4. CONTENUS ET VARIATIONS DES PRIX

4-1. Contenus et modes d'évaluation des prix

4-1.1. Contenus des prix

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'achèvement des prestations du dernier bon de commande émis. Plus généralement, tous les frais de matériel nécessaire au bon déroulement de la missions sont réputées compris dans le prix.
- En tenant compte le cas échéant des frais d'assurance et de responsabilité civile.
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets, ainsi que la prévention de toute pollution, conformément à la législation en vigueur.
- En tenant compte des dépenses liées aux difficultés d'accès au site d'exécution des prestations et aux contraintes d'approvisionnement des matériaux, matériels et équipements nécessaires à l'exécution des prestations.
- En tenant compte des dépenses liées à la coordination de l'ensemble des entreprises cotraitantes et sous-traitantes intervenant dans le présent marché le cas échéant.

En outre, l'offre de prix du titulaire est réputée inclure l'ensemble du traitement administratif de l'opération, des frais de déplacements (trajets, repas...) et du devoir de conseil qui lui incombe (incluant les échanges téléphoniques et courriel avec tout représentant de VNF).

4-1.2. Application de la TVA

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- Le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation (droit ouvert à partir de 600€ TTC de prestations sous-traitées). Dans

le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquidée la TVA correspondante.

4-1.3. Prix nouveaux

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans les pièces financières du marché.

Les prestations supplémentaires ou modificatives pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix sont notifiées par ordre de service selon les dispositions de l'article 23 du CCAG. Tout prix nouveau fera ensuite l'objet d'un avenant au sens de l'article L2194-1 du CCP.

Toute proposition de prix nouveau devra être justifiée et détaillée par le titulaire. Le conducteur de l'opération VNF se réserve le droit de demander autant de sous-détail de prix qu'il sera nécessaire pour juger du bon dimensionnement de la rémunération.

4-1.4. Sous-détails de prix

Dans les 5 jours à compter de la demande écrite du maître d'ouvrage, le titulaire fournira une décomposition / un sous-détail de n'importe quel prix, forfaitaire ou unitaire.

4-2. Variations des prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

Les indemnités, les pénalités et les retenues sont établies hors TVA et ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

4-2.1. Mois d'établissement des prix du marché

Par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG, les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

4-2.2. Choix de l'index de référence

L'index de référence / choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index TP02 « Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation - Base 2010 » publié par l'Insee.

4-2.3. Modalités de révision des prix

Les prix seront révisables une fois l'an, au mois de janvier de chaque année.

Le coefficient de révision C_n , applicable pour le calcul de la révision du mois de janvier de l'année n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 * (I_{n-3} / I_{0-3})$$

avec :

I_{0-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_{n-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de janvier de l'année n , moins 3 mois.

Le coefficient de révision C_n est alors appliqué à l'ensemble des prix unitaires et forfaitaires du marché. Les prix révisés seront appliqués à l'ensemble des bons de commandes émis durant l'année n puis seront de nouveau révisés à l'année $n+1$ (en cas de reconduction de l'accord-cadre).

Il est précisé que les prix applicables à un bon de commande sont les prix contractuels au moment de l'émission du bon de commande. Un bon de commande émis en fin d'année n dont l'exécution déborderait sur l'année $n+1$ sera rémunéré selon les prix de l'année n .

Les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, l'arrondi par excès est traité de la façon suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée ;
- Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité.

5. REGLEMENT DES COMPTES ET FACTURATION

5-1. Modalités de règlement des comptes

5-1.1. Décomptes et acomptes

Une demande d'acompte pourra être demandée par le titulaire uniquement dans le cas où la durée d'exécution du bon de commande dépasserait 1 mois. Dans ce cas, le montant de l'acompte sera déterminé à l'avancement de la mission et ne saura dépasser la valeur des prestations réellement exécutées.

Dans le cas contraire, chaque bon de commande sera entièrement réglé après l'exécution de l'ensemble des prestations demandées. Un projet de décompte faisant apparaître la juste quantité réalisée devra être soumis à la validation du MOA avant dépôt. Le paiement interviendra après vérification par le pouvoir adjudicateur de la conformité des prestations.

5-2. Facturation

5-2.1. Mode de transmission

La facturation électronique est obligatoire pour toutes les entreprises.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr> et uniquement par ce moyen.

A noter que dans l'outil Chorus Pro, les projets de décompte sont nommés factures de travaux et que les modalités d'utilisation de la plateforme sont disponibles en cliquant sur le lien suivant: <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché du lot (voir page de garde de l'acte d'engagement) ;
- Le numéro du bon de commande (voir page de garde du bon de commande) ;
- Le numéro de SIRET de la DTBS : 13001779100034 ;
- Le numéro de TVA : FR89130017791 ;
- Le code service : UBS
- Le numéro d'engagement juridique (EJ – communiqué après notification par le MOA)

5-2.2. Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

5-2.1. Suspension des délais de paiements

Si du fait du Titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de vérifications ou à toutes les opérations nécessaires au mandatement, le délai de paiement est suspendu.

La suspension ne peut intervenir qu'une seule fois et par l'envoi par le MOA au titulaire, huit jours au moins avant l'expiration du délai de paiement, d'une lettre recommandée avec avis de réception postal ou d'un mail, lui faisant connaître les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au mandatement et précisant notamment les pièces à fournir ou à compléter. Cette lettre ou mail doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de paiement.

La suspension débute au jour de réception par le titulaire de cette lettre recommandée ou mail. Elle prend fin au jour de réception par le MOA de la lettre recommandée, avec demande d'avis de réception postal ou mail envoyé par le titulaire, comportant la totalité des justifications qui lui ont été réclamées ainsi qu'un bordereau des pièces transmises.

Le nouveau délai global de paiement à la fin de la suspension est de 30 jours.

5-2.2. Paiements en cas de groupement et de sous-traitance

Si le marché est passé avec des prestataires groupés, la signature de la demande d'acompte ou du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

En complément aux dispositions de l'article 12 du CCAG, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une demande de paiement via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre. Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée au maître d'ouvrage.
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 5-2.2. ci-dessus, à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître d'ouvrage de l'avis de dépôt ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

6. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ

6-1. Retenue de garantie

Néant.

6-2. Avance

Voir article 7.3. de l'acte d'engagement.

6-3. Nantissement

En cas de nantissement d'entreprises groupées solidaires, le groupement se fera ouvrir un compte unique de nantissement.

7. DÉLAIS, PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

7-1. Délais de réalisation

Les stipulations correspondantes aux délais globaux et distincts figurent à l'article 6 de l'acte d'engagement. Les délais de réalisation de chaque bon de commande seront précisés dans ceux-ci.

7-2. Pénalités

L'ensemble des pénalités (de retard et autres) sont à appliquer sans mise en demeure préalable du titulaire, sans invitation préalable faite au titulaire à présenter ses observations (par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG). Les pénalités (de retard et autres) sont cumulables dans leur montant, sans seuil d'exonération (par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG).

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 30 % du montant total hors taxes du bon de commande, les autres pénalités ne sont pas plafonnées (par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG).

Les pénalités appliquées sur les délais distincts seront maintenues même si le délai global est respecté.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités suivantes s'entendent par jour calendaire (sauf mention autre) et ne sont pas soumises à la TVA.

7-2.1. Pénalités de retard sur les délais distincts

Le non-respect du DD1 n'entraîne aucune pénalité de retard (voir article 1-5.3. sur l'attribution des bons de commande).

Le non-respect du DD2 entraînera une pénalité de 600€ par jour de retard.

Le non-respect du DD3 entraînera une pénalité de 1000€ par jour de retard.

Le non-respect du DD4 entraînera une pénalité de 600€ par jour de retard.

7-2.2. Autres pénalités

- La transmission d'une attestation sur l'honneur (DD1) présentant des informations erronées dans le cadre du dimensionnement du temps d'amenée et repli des moyens sur une opération entrainera une pénalité de 3 000€.
- Le non-respect des obligations de sécurité sur le chantier entrainera une pénalité de 1 500€ par infraction constatée.
- Le travail effectif d'un sous-traitant non-déclaré dans le cadre de l'opération (sur chantier ou non), entrainera une pénalité de 5 000€ par sous-traitant et par jour de travail non déclaré.
- La mobilisation d'agents VNF sans respect du préavis défini au 2.1. du présent CCATP entrainera une pénalité de 500€ par agent mobilisé et par mobilisation.
- Le manquement à des prescriptions environnementales, du marché, des documents autorisant les travaux (arrêté...) ou engageant le MOA (porté-à-connaissance...) entrainera une pénalité de 1 000€ par infraction constatée.
- Tout retard et/ou manquement sur le repli de chantier (y.c. propreté du site) entrainera une pénalité de 600€ par jour de retard et/ou par infraction.
- A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article 1-6.3 du CCATP, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 250€ pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté.
- Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 1 000,00 € par travailleur dissimulé. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.
- Lors de l'échéance du marché, si le titulaire n'a pas atteint l'objectif de nombre de stagiaires accueillis fixé à l'article 2-8 du CCATP (Engagement du titulaire), une pénalité de 2 000 € par stage manquant pourra être appliquée, sans mise en demeure préalable.
- En cas de constatation de manquement aux clauses sociales de l'article 2-9 du CCATP, l'opérateur économique titulaire se verra appliquer une pénalité dont le montant sera égal au produit de deux fois le SMIC horaire brut (en date du 1er janvier 2025) par le nombre d'heures d'insertion non réalisées.

- En cas de constatation de non-conformité d'une fourniture/d'un matériel vis-à-vis des prescriptions de l'accord-cadre ou d'un bon de commande, une pénalité forfaitaire de 800€, par élément non conforme constaté sera appliquée. Des pénalités de retard pourront également être appliquées si cette non-conformité entraîne une dérive du planning.
- En cas de constatation de l'incomplétude d'un document produit par le titulaire et/ou de la nécessité de reprises de ce document, une pénalité de 500 € par constat s'applique.
- La non remise de l'attestation sur l'honneur indiquant l'absence de conflit d'intérêts, à la suite d'une demande du maître d'ouvrage, entraîne une pénalité de 300 € par constat.
- En cas d'indisponibilité sans justification du représentant du titulaire pour une réunion ou rendez-vous programmé au moins 8 jours ouvrés à l'avance, le titulaire subit une pénalité forfaitaire de 250 € par absence.
- Le manquement par un titulaire à son obligation d'information préalable en cas d'absence de réponse à l'attribution d'une commande, entraînera l'application d'une pénalité de 1500 €, par constat.
- Si l'acheteur estime que les motifs d'absence de réponse à l'attribution d'une commande avancés par un titulaire ne sont pas satisfaisants, une pénalité de 3500€ par constat s'appliquera.

8. PREPARATION ET COORDINATION DES PRESTATIONS

8-1. Préparation

Après réception du bon de commande et conformément au DD2 (voir 6.3. de l'AE) le titulaire devra fournir au MOA les modes opératoires détaillés pour chaque phase de l'opération et tout autre document d'exécution nécessaire.

Dans un souci constant d'efficacité le titulaire doit examiner les moyens et méthodes permettant d'optimiser les transports, les déchargements et autre phase des opérations. À la suite de ses réflexions et études, il fait donc toutes propositions utiles en ce sens. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre ces améliorations qu'après accord écrit du MOA. Pour l'ensemble de ces modifications, le titulaire ne peut prétendre à une indemnité ou à une augmentation de sa rémunération, à moins que l'économie du contrat n'en soit affectée. Ces modifications substantielles seront alors, le cas échéant, traduites par la conclusion d'un avenant dans les limites de la réglementation en vigueur.

Dans ces mêmes délais, et si elle n'a pas été réalisée au préalable, le titulaire est également tenu de solliciter le MOA pour réaliser une ICP et par la suite de remplir le plan de prévention avec les procédures et analyses spécifiques de son intervention.

8-2. Coordination

8-2.1. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs (SPS)

L'entreprise prendra les mesures nécessaires à la sécurité, afin de protéger les personnes et les biens durant toute la durée des déplacements sur les ouvrages et à proximité. **Toute personne intervenant sur site devra donc impérativement porter un gilet de sauvetage avec sangle sous-cutale (non fourni par VNF)** et tout autre équipement de protection individuel jugé nécessaire par l'exploitant.

L'exploitant se réserve le droit d'interdire l'accès aux ouvrages si les règles de sécurité ne sont pas respectées.

Un **plan de prévention** sera signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et soumis à la signature de l'entreprise, après inspection commune préalable (ICP) par le chargé du suivi de chantier désigné par le représentant du pouvoir adjudicateur. Ce plan de prévention devra déjà être prérempli par l'entreprise au moment de répondre à la demande de mission. La tenue de l'ICP et la fourniture de l'analyse sont incluses dans le DD3 (voir 6.3. de l'AE).

En cas de co-activité (plusieurs interventions simultanées d'entreprises), VNF se réserve le droit de demander un PPS (plan particulier de sécurité et de protection de la santé) qui intégrera l'analyse de risques des interventions de chaque entreprise intervenante.

Le titulaire assume seul la responsabilité de tous les accidents, incidents ou dommages, apparents ou non ; résultant de son fait, de son matériel, de ses employés ou agents d'exécution et de leurs agissements, de l'exécution des prestations, de la présence des chantiers et défauts de signalisations.

Il contracte à ses frais toutes assurances utiles, notamment pour se garantir de toute indemnité à laquelle l'exposerait l'activité entreprise au titre du présent contrat.

Il est bien entendu interdit au personnel non qualifié au chargement, transport et déchargement d'être actif aux diverses manœuvres prévues, sur les sites concernés.

8-3. Contraintes liées à l'exploitation du site

Les modalités particulières d'exécution seront précisées dans chaque demande de missions, le titulaire devra se conformer strictement aux consignes de l'exploitant et devra intégrer dans sa méthodologie de travail le fait que le site est exploité : passage de bateau, manœuvres de barrage, maintenance d'ouvrages, allers et venues d'agents VNF. Il est de la responsabilité du titulaire de s'assurer que son occupation du site est compatible avec son exploitation.

En cas de nécessité, l'opérateur économique titulaire prendra toutes les mesures nécessaires à la sécurité des ouvrages. Il en avisera l'exploitant et le représentant du maître d'ouvrage chargé du suivi de l'exécution du marché qui pourra décider d'accorder une prolongation du délai d'exécution.

9. VÉRIFICATIONS ET RÉCEPTION

9-1 Vérification

Les stipulations des articles 27 à 29 du CCAG FCS sont pleinement applicables.

9-2 Réception

Les stipulations de l'article 30 du CCAG FCS sont pleinement applicables.

9-3 Documents fournis après exécution

À la fin des prestations, le titulaire transmettra au chargé d'opération le constat des travaux réalisés contresigné par le chargé de suivi de chantier VNF.

9-4 Délai de garantie

Les stipulations de l'article 33 du CCAG FCS sont pleinement applicables.

10. RÉSILIATION

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA de l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1. du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 41.1. du CCAG FCS, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le maître de l'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché aux torts du titulaire, sans que ce dernier puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations. Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le titulaire ne percevra aucune somme à titre d'indemnité de résiliation.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique par le biais de la plateforme PLACE.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

Il est précisé qu'en cas de défaillance du titulaire d'un bon de commande dans les conditions fixées par l'article 45 du CCAG FCS, l'exécution des prestations au frais et risques du titulaire en question sera confiée au 2nd titulaire de l'accord-cadre.

Dans le cas où le titulaire défaillant est le 2nd à avoir été sollicité, le MOA se réserve le choix du tiers à qui confier les prestations.

11. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENTS ET LITIGES

Les stipulations de l'article 46 du CCAG FCS sont applicables excepté l'article 46.3. Par dérogation à l'article 46.3 du CCAG FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire sa décision motivée dans un délai de 90 jours, à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

Le tribunal administratif compétent est le :

Tribunal Administratif de Paris
7 RUE DE JOUY
75181 Paris
Email : greffe.ta-paris@juradm.fr
Tel : 0144594400
Fax : 0144594646

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr

12. CONFLITS D'INTÉRÊT

Le titulaire prend les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou toutes autres relations ou tous intérêts communs. Tout conflit d'intérêt surgissant pendant l'exécution du contrat doit être signalé sans délai et par écrit à VNF. Le titulaire doit prendre immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin et en informe VNF.

Une attestation sur l'honneur devra être fournie chaque année ou sur simple demande afin de justifier qu'il n'y a pas de conflit d'intérêt. En cas de constat d'une situation de conflit d'intérêt par la maîtrise d'ouvrage, le titulaire sera invité à l'interrompre et précisera les mesures prises pour le faire cesser au représentant du pouvoir adjudicateur.

13. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Les

renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation expresse, être transmis ou divulgués, même à titre gratuit, à des tiers.

14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

15. DÉROGATIONS AU CCAG FCS

- L'article 2-2 du CCATP déroge à l'article 3.1 du CCAG-FCS.
- L'article 2-5.1.1 du CCATP déroge à l'article du 9.2 CCAG-FCS.
- L'article 4-2.1 du CCATP déroge à l'article 10.1.2 du CCAG-FCS.
- L'article 7-2 du CCATP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS.
- L'article 10 du CCATP déroge aux articles 41.1 et 42 du CCAG-FCS.
- L'article 11 du CCATP déroge à l'article 46.3 du CCAG-FCS.